

Le Ministère suspend les discussions sur les RASED !!!

Selon nos informations, le ministère de l'Éducation nationale travaillerait actuellement sur l'hypothèse de 16 000 suppressions de postes à la rentrée 2011. En l'absence de réforme structurelle d'ampleur, il serait prévu pour 2011 d'agir sur « une vingtaine de leviers différents » parmi lesquels les postes de Rased non pourvus.

« Cela ne nous étonne pas, avec le départ d'un fonctionnaire sur deux, on ne pouvait pas s'attendre à de bonnes nouvelles », explique Emmanuel Guichardaz, délégué national ASH du SNUipp-FSU, ajoutant qu'il « s'agirait bien entendu d'une décision qui irait à l'encontre des engagements pris par le ministère ».

Le 31 mars 2010, les organisations syndicales du premier degré (SNUipp-FSU, Sgen-CFDT, Snudi-FO, SE-Unsa et SUD-Éducation), avaient obtenu l'engagement de la part du ministère de l'Éducation nationale de stabiliser le dispositif, à la suite d'une réunion avec René Macron, chef du bureau des écoles de la Dgesco et Patrick Allal, conseiller social de Luc Chatel. Elles avaient également obtenu la tenue de quatre réunions de travail pour faire un état des lieux national du dispositif Rased avec les associations professionnelles et de parents d'élèves.

LA NOTE « SUR LE BUREAU DU MINISTÈRE »

La première réunion de travail, le 6 avril 2010, a abouti à un projet de note visant à « stabiliser le volume d'emplois » des Rased qui devait être envoyé aux inspecteurs d'académie. Le projet de texte relançait notamment la formation des enseignants en demandant aux IA de réexaminer les départs en formation afin de pourvoir les postes vacants.

Les IA n'ont toujours pas reçu la note, ce qui est problématique car les collègues ne savent toujours pas où ils vont être nommés et si leurs postes sont maintenus pour la rentrée prochaine. La note serait toujours sur le bureau du ministère.

Pour l'instant, « seules des instructions orales auraient été données aux IA ». « Ce qui n'empêche pas certains départements de supprimer des postes », ajoute Emmanuel Guichardaz. Dans l'Aine, 16 postes Rased auraient été supprimés, huit postes dans le Puy-de-Dôme et douze postes dans la Haute-Garonne, selon les premières remontées du SNUipp-FSU.

« Ce qui m'inquiète le plus, c'est l'arrêt des discussions avec le ministère », poursuit Emmanuel Guichardaz. Une nouvelle réunion avec les organisations syndicales du premier degré était prévue le 3 mai, pour « discuter des évolutions à apporter à ces formations spécialisées ».

Elle a été reportée « sine die ».